

Coopérer aujourd'hui n° 17

► Philippe Lavigne Delville

Regards sur les enquêtes et diagnostics participatifs

La situation d'enquête comme interface

Face au succès des méthodes participatives, la faiblesse des réflexions critiques constructives en langue française est flagrante. Les guides méthodologiques ne disent guère de choses sur les conditions d'utilisation et les difficultés pratiques. Au-delà de la rhétorique qui encombre trop souvent les discours sur la participation, on analyse ici à partir de textes tirés d'un ouvrage collectif, les conditions institutionnelles de la participation, les enjeux de connaissance et de pouvoir, ainsi que les problèmes théoriques et méthodologiques posés par les enquêtes participatives.

Ce texte est composé essentiellement des trois introductions de parties à l'ouvrage « L'étranger ne voit que ce qu'il sait ; les enquêtes participatives en débat » (coordonné par P. Lavigne Delville, M. Mathieu et N. Sellamna, coédition Karthala/Gret/Icra, octobre 2000).

Sommaire

Résumé	3
I. INTERROGER LES MÉTHODES ET LEURS FONDEMENTS, À PARTIR DES PRATIQUES ET DE LEURS EFFETS	5
II. LA PARTICIPATION EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT AGRICOLE : AMBITIONS, ACQUIS, CONDITIONS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES	6
III. LES ENQUÊTES PARTICIPATIVES EN PRATIQUE : QUESTIONS SUR LA COMMUNICATION, L'ENQUÊTE, LA CONNAISSANCE.....	12
IV. LA SITUATION D'ENQUÊTE COMME INTERFACE ENTRE ACTEURS : QUESTIONS THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES	18
CONCLUSIONS : DONNER CORPS AUX AMBITIONS	22
BIBLIOGRAPHIE.....	24

Résumé

Par Elizabeth Paquot

Ce texte ouvre un débat sur la pratique des enquêtes et diagnostics participatifs à travers la présentation et l'analyse de textes basés sur une réflexion émanant essentiellement du monde anglo-saxon. Le choix d'auteurs reconnus et de textes d'horizons divers fondés sur des expériences concrètes contribuent à engager une réflexion de fond sur les démarches d'enquêtes et de diagnostics participatifs, en confrontant des méthodes, des résultats, leurs sources, et en relevant certaines pratiques parfois contradictoires. D'autre part, cette présentation de divers travaux permet de suggérer des pistes de travail multiples et de contextualiser le débat.

L'objectif de ce texte n'est pas de disqualifier l'ambition participative mais de s'interroger sur les effets de l'intervention et sa capacité à atteindre ses objectifs réels, dans un contexte francophone. Alors que cette démarche de diagnostic participatif se généralise dans le monde anglo-saxon, il existe actuellement peu de repères et de garde-fous pouvant favoriser une démarche aboutie en zone francophone; la réflexion critique et constructive en langue française restant encore trop faible.

Si la démarche participative est devenue incontournable et prétend dans un discours souvent englobant “ associer les bénéficiaires à toutes les étapes, depuis le diagnostic jusqu'à l'évaluation ”, ces textes montrent que, dans la pratique, ses objectifs varient et qu'un certain nombre de flous théoriques et méthodologiques handicapent et réduisent fortement son impact selon les individus et les institutions qui l'utilisent.

Ce texte propose également une analyse critique sur l'évolution du mouvement de la Marp : méthode active de recherche et de planification participatives. Il montre que la démarche Marp utilisée dans des contextes où l'intervention ne partage pas les ambitions de renforcement des capacités locales, reste soumise aux logiques classiques de l'aide par projet, et que la fascination pour les outils de la Marp se traduit parfois par une insuffisance d'analyse.

De plus, ce texte montre que les approches participatives proposent souvent des catégories sociales standardisées, trop générales, avec une conception restreinte des rapports de pouvoir et des différenciations sociales. Mettre uniquement l'accent sur la communauté et le dialogue comme le fait une bonne partie du mouvement participatif qui repose sur des postulats communautaires, risque de favoriser diverses récupérations, comme celles des notables locaux, mais aussi celles du système d'aide lui-même.

L'essentiel de l'ambition de la recherche participative devrait résulter de la capacité des acteurs à apprendre à réagir. Cela implique : des méthodes de travail participatif dans un processus d'apprentissage et de recherche afin de résoudre collectivement les problèmes, à travers un dialogue entre chercheurs et populations concernées ; des méthodes de travail nouvelles, utilisant largement les techniques de dynamique de groupe et les supports visuels permettant de débattre collectivement ; et finalement une nouvelle approche professionnelle de la recherche.

Au delà de la rhétorique qui peut finalement être elle même un obstacle, l'analyse proposée dans ce texte porte sur les conditions institutionnelles de la participation, les enjeux de connaissance et de pouvoir ainsi que les problèmes théoriques et méthodologiques posés par les enquêtes participatives.

Ce texte met en évidence la nécessité de mieux cerner les enjeux réels liés notamment au contexte politique et institutionnel, à la structuration et au traitement de l'information. Il montre l'importance de cerner les marges de manœuvre et les potentialités d'évolution et de préciser les objectifs que l'on donne à la participation dans un contexte donné, ainsi que les formes et modalités d'interaction entre acteurs au cours du processus. Enfin, il insiste sur la nécessité d'ancrer les évolutions de pouvoir ou de prérogatives dans les dispositifs institutionnels ; de travailler la stratégie d'enquête en fonction de ses objectifs en terme de production de connaissances et d'interaction avec les populations ; d'être attentif aux conditions d'enquête et aux jeux d'acteurs suscités par l'intervention ; et enfin d'appréhender la diversité des points de vue sans postuler un hypothétique consensus préalable. Autant de conditions qui paraissent nécessaires pour définir et mettre en œuvre une stratégie cohérente dans la durée où les enquêtes ne sont que des outils, et où les ambitions plus larges de la pratique participative telles que la maîtrise des conditions de validité et les modalités d'interprétation adéquates sont appréhendées de manière efficace.

I. INTERROGER LES METHODES ET LEURS FONDEMENTS, A PARTIR DES PRATIQUES ET DE LEURS EFFETS

Le thème de la participation est devenu incontournable. Bien que tout intervenant prétende « associer les bénéficiaires à toutes les étapes, depuis le diagnostic jusqu'à l'évaluation », cette prétention recouvre des discours et des pratiques pour le moins variés. Le discours est souvent chargé d'idéologie, d'idéalisation de la démarche, voire de manipulation inconsciente ou délibérée. Le thème de la participation est en effet suffisamment flou pour pouvoir être fédérateur. Ce caractère vague et fourre-tout, où la participation a une dimension souvent largement rhétorique, amène à se demander ce qu'elle est supposée changer concrètement dans les rapports entre techniciens et populations. Face à l'unanimité des bailleurs et des opérateurs, on peut s'interroger sur l'existence réelle du caractère subversif de ces démarches, censées pourtant bouleverser les hiérarchies, remettre en cause le fonctionnement du système d'aide, et transformer les rapports sociaux entre paysans et techniciens. Le flou théorique et conceptuel des analyses préalables, insuffisamment distanciées, interroge les méthodes elles-mêmes.

A l'heure où les démarches de diagnostics participatifs se généralisent, on ne peut que s'inquiéter de l'indigence des réflexions distanciées, en milieu francophone¹. La réflexion sur les diagnostics rapides (Mondain-Monval, 1993), issus de la recherche-développement, n'a pas été poursuivie. Les travaux novateurs de Darré (1985, 1986, 1994) et du Gerdal sur la dynamique des savoirs professionnels des agriculteurs, les réflexions sur la recherche-action (Albaladejo et Casabianca eds, 1997) n'ont guère été repris en ce qui concerne le développement. Le succès foudroyant de la Marp, devenue la référence des ONG et des bailleurs de fonds, voire de nombreuses institutions de recherche, est allé de pair avec une faiblesse de la réflexion critique et une absence de prise en compte des avancées anglo-saxonnes.

A part quelques guides méthodologiques promouvant la participation, sans trop en souligner les difficultés ni les possibilités d'application, les chercheurs et praticiens francophones qui souhaitent expérimenter ou mettre en œuvre de telles démarches et affronter honnêtement leur complexité pratique, ne disposent guère de repères ni de garde-fous pour construire des démarches cohérentes. Peu de mises en garde pour leur éviter de sombrer dans le discours rhétorique sur « la participation des populations à toutes les étapes du processus », appliqué sans que le lien avec les pratiques effectives soit explicité et démontré².

¹ En milieu anglo-saxon, cette réflexion est maintenant bien engagée. L'IIED publie les PLA notes. Tranchant avec le « populisme naïf » de *Farmer-First* (Chambers, R. Pacey, A. et Thrupp, L.A, 1989), l'ouvrage *Beyond Farmer-First* (Scoones, I. et Thompson, J., 1994) pose des questions de connaissances et de pouvoir. L'ouvrage coordonné par Nelson and Wright (1995), *Power and participatory development*, insiste particulièrement sur ces derniers aspects. Des ONG, des instituts de recherche y consacrent une part de leurs activités. Il existe donc une littérature abondante, aboutissant à une avancée de la réflexion, insuffisamment connue du public francophone. La traduction en français de ces deux ouvrages de référence, chez Karthala (1994 et 1999) ne suffit pas à combler ce gap.

² Il faut signaler le « Relais Marp », animé par l'antenne sénégalaise de l'IIED, et dont le bulletin tente de promouvoir des échanges entre utilisateurs. Mais les thèmes débattus relèvent plus d'ajustements dans la façon de mettre la Marp en pratique que d'une réflexion distanciée.

En publiant un ouvrage collectif qui rassemble des textes d'horizons divers, issus de la réflexion anglo-saxonne récente, d'analyses socioanthropologiques dans la mouvance de l'anthropologie du développement, et d'intervenants prenant du recul sur leur pratique, notre ambition est d'ouvrir un débat sur les enquêtes participatives et de proposer, en français, un état des réflexions, permettant au lecteur de se forger une opinion, et de mieux maîtriser les tenants et aboutissants des démarches d'enquêtes et de diagnostics participatifs. Les textes réunis ici sont largement fondés sur des expériences concrètes. Une bonne partie d'entre eux émane de praticiens ou de chercheurs qui ont une expérience personnelle des diagnostics participatifs. Les questions soulevées ne sont donc pas des critiques de chercheurs dédaignant l'action et ses contradictions ou compromis. Elles touchent à des problèmes pratiques, qui ne peuvent manquer de se poser dès que l'on s'interroge sur ce que produit l'intervention et sur sa capacité à atteindre les objectifs qu'elle se donne. Il ne s'agit pas non plus, au vu des difficultés qui se posent en pratique, de disqualifier l'ambition participative et sa volonté de modifier les rapports entre acteurs au sein de l'intervention. Au contraire, c'est comme contribution à cette ambition qu'est proposée la présente réflexion sur les contradictions entre objectifs, méthodes et pratiques, leurs sources, et sur les pistes pour les réduire.

On reprend dans ce texte les introductions de partie de l'ouvrage, présentant et analysant les apports des différents textes. Nous ne saurions toutefois trop conseiller de lire également les textes originaux, ainsi que les deux textes conclusifs de l'ouvrage.

II. LA PARTICIPATION EN RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT AGRICOLE : AMBITIONS, ACQUIS, CONDITIONS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES

1. **Jules Pretty**, Des systèmes de recherche alternatifs pour une agriculture durable.
2. **John Farrington**, La participation des paysans à la recherche agricole et à la vulgarisation ; leçons tirées de la dernière décennie.
3. **Bara Gueye**, Émergence et développement de la Méthode active de recherche et de planification participative (Marp) : acquis, limites et défis actuels.
4. **Pascale Moity-Maïzi**, Méthodes et mécanismes participatifs dans un programme d'éco-développement : l'altérité à l'épreuve des faits.
5. **Henning Baur et Chafik Kradi**, Méthodes participatives dans le domaine de la recherche agricole et leur intégration dans un organisme public : un succès partiel au Maroc.
6. **Anselm Duchrow**, Lorsque les méthodes participatives se heurtent à des structures de pouvoir autoritaires : une étude de cas sur l'efficacité des méthodes participatives dans les activités de planification en Albanie.

L'objet de cette partie n'est pas de faire une analyse complète des enjeux des démarches participatives – un ouvrage entier n'y suffirait pas –, mais de contextualiser le débat sur les enquêtes et diagnostics participatifs. Le diagnostic n'est pas une fin en soi, c'est une étape dans un processus, projet de développement ou programme de recherche. Les objectifs de la participation varient selon les individus et les institutions qui la promeuvent. On distingue ainsi entre participation comme *moyen* (afin que l'intervenant ou le chercheur puisse mieux réaliser son projet, de façon plus efficace et économique), et participation comme *but* (contribuer à modifier les rapports de pouvoir entre populations et intervenants). La participation comme *outil* pour renforcer les capacités locales envahit aujourd'hui le discours dominant, avec bien des ambiguïtés, à la fois sur le sens même de cet « empowerment »³ local, et sur l'adéquation entre ambitions et pratiques⁴.

Quelles sont les ambitions de la participation en recherche et développement agricoles ? Que peut-on dire à l'heure actuelle de l'impact des politiques de participation sur les institutions ? Quelles sont les conditions politiques et institutionnelles de recours à ces démarches qui prétendent donner une place effective aux « bénéficiaires » dans l'intervention ? Quels sont les acquis et les limites actuels de la Marp, tels que les formulent ceux qui la promeuvent ?

Comme de juste, les textes de cette partie donnent la parole aux promoteurs des démarches participatives (Pretty, Gueye, Farrington). Le lecteur francophone aura ainsi un accès direct à leur vision et à leurs arguments. Les trois suivants (Moity-Maïzi, Baur et Kradi, Duchrow) restituent des expériences très différentes, dans des contextes institutionnels certes peu favorables pour les deux derniers, mais qui éclairent néanmoins la question sous-estimée des conditions de possibilité de démarches participatives.

Jules N. Pretty présente les ambitions de la recherche participative, comme alternative nécessaire pour une agriculture durable. Face aux limites de l'agriculture moderne (fondée sur les engrais, pesticides et machines), il est nécessaire de promouvoir un autre type de développement agricole, fondé sur des techniques écologiques et sur une connaissance fine des écosystèmes. Or, pour lui, le modèle de l'agriculture moderne est le produit direct de la science « conventionnelle », qui découle elle-même d'un paradigme positiviste. Dès lors, c'est seulement à travers un changement de paradigme (d'hypothèse générale à un ensemble de théories) que peut s'inventer une autre recherche. Il propose cinq principes de ce nouveau paradigme en émergence. L'un d'eux consiste à reconnaître la relativité des questionnements : un problème fait toujours l'objet de perceptions différentes selon les acteurs ; dans un environnement changeant, il n'y a que des solutions contingentes. L'essentiel est donc dans la capacité des acteurs à apprendre et à réagir. Des processus d'apprentissage et de recherche sont nécessaires pour résoudre collectivement les problèmes, à travers un dialogue entre chercheurs et populations concernées.

³ Comme bien d'autres, le terme n'a pas d'équivalent exact en français. « Renforcement des pouvoirs » est peu usité. « Renforcement des capacités » met l'accent sur les savoir-faire et évacue la dimension de « pouvoir » présente dans le terme anglais : il se rapproche d'un « capacity-building » beaucoup plus neutre. Cf. Nelson et Wright, 1995, pour une discussion intéressante sur les différentes définitions du pouvoir et du flou sur la conception sous-jacente des démarches participatives.

⁴ De nombreux écrits en témoignent, qui ne semblent guère avoir d'impact sur les pratiques. Cf. en particulier les articles rassemblés par Nelson et Wright eds (1995), cf. aussi Lavigne Delville et Mathieu en conclusion de l'ouvrage.

Cela implique des méthodes de travail nouvelles, utilisant largement les techniques de dynamique de groupes et les supports visuels permettant de débattre collectivement, et finalement un nouveau professionnalisme de la recherche, fondé sur des principes différents de la recherche « conventionnelle ».

La Marp (Méthode active de recherche et de planification participatives⁵) se veut une des réponses à cette ambition. Animateur du Réseau Marp Sahel, **Bara Gueye** en présente les acquis, limites et défis actuels. Il retrace la généalogie de la méthode, née des démarches systèmes en agriculture, et de la volonté de prendre en compte l'exploitation paysanne comme un système. Les RRA (Rapid Rural Appraisal) témoignent d'un souci de diagnostic rapide, tranchant avec les longues recherches préliminaires de la recherche-développement. Le PRA (Participatory Rural Appraisal) donne une dimension plus forte à la participation des paysans, en mettant en avant le dialogue avec les producteurs et la confrontation des points de vue. L'idée d'un apprentissage réciproque entre chercheurs et paysans a abouti au concept générique de PLA (Participatory Learning and Action). En Afrique francophone, la Marp (selon le terme utilisé en français, et regroupant RRA et PRA) s'est développée d'abord sous l'impulsion des ONG. Elle vise, nous explique Gueye, à donner plus de pouvoir aux populations sur les processus de production de connaissances et de décisions, en leur permettant de s'approprier les outils de la Marp. Elle a abouti, nous dit-il, à des évolutions significatives dans les démarches de développement. Gueye souligne les conditions d'utilisation de ces outils, de façon plus claire, semble-t-il, que dans bien des textes sur la Marp. Mais comme il le note, malgré les efforts de formation, des confusions d'objectifs sont encore fréquentes. La Marp est souvent vue comme une panacée. La fascination pour les outils se traduit parfois par une insuffisance d'analyse. On note la persistance d'applications « extractives », où l'information est recueillie par les intervenants extérieurs, selon leur logique et pour leur propre usage. Bref, du fait même de son succès, la démarche en devenant une mode, est utilisée dans des contextes où l'intervention ne partage pas les ambitions de renforcement des capacités locales et reste soumise aux logiques classiques de l'aide par projet. Dès lors, l'un des enjeux est, pour l'auteur, dans l'institutionnalisation de la Marp, pour tenter de garantir une qualité, par des institutions effectivement engagées dans une logique d'apprentissage.

Que peut-on dire à l'heure actuelle de l'impact de ces réflexions et démarches ? **John Far-
rington** propose un bilan des expériences actuelles de participation paysanne à la recherche et à la vulgarisation (FPR/E : Farmer Participation in Research/Extension). La recherche en station répond difficilement aux attentes de ses « clients ». Le problème se pose moins pour les paysans aux revenus moyens ou élevés : ils ont la capacité de définir leurs attentes, lesquelles sont davantage en phase avec l'offre de recherche, et peuvent payer du conseil. Par contre, dans les zones marginales, et pour les paysans pauvres, un effort doit être fait par les chercheurs pour comprendre les situations locales et expérimenter avec les agriculteurs. C'est l'ambition de la FPR/E. Or, après dix ans de travaux, les espérances s'avèrent beaucoup trop optimistes. Enjeux institutionnels de la participation, insuffisante clarification des objectifs, ambivalence des démarches d'empowerment des ONG, insuffisante prise en compte des contextes sociopolitiques sont autant d'aspects qui ont été négligés, aboutissant à un impact réel, mais limité.

⁵ Appelée au début « Méthode accélérée de recherche participative ». L'évolution du « accéléré » en « active » reflète le glissement entre RRA et PRA.

Pour Farrington, le secteur public se limite par nécessité à une participation « fonctionnelle ». De plus, seules les institutions travaillant pour une clientèle bien définie peuvent réellement s'engager dans des démarches participatives, et les critères d'évaluation doivent prendre en compte l'intérêt du « client ». Le dilemme majeur du FPR/E tient à l'investissement en temps nécessaire pour une démarche de renforcement des capacités locales, privilégiée par les ONG, mais incompatible avec une intervention à grande échelle. Une piste semble dans des collaborations accrues entre institutions publiques et ONG.

A partir de l'expérience d'un projet d'éco-développement participatif en Guinée, **Pascale Moity-Maïzi** discute les problèmes liés à la confrontation entre intervenants et paysans. La participation est une tentative pour gérer l'altérité entre techniciens et paysans : « *à une période où le consensus semble acquis autour d'une éthique de l'altérité admettant la parité dans la différence, la participation est conçue comme un droit de tous à la communication* ». Alors que bien des projets dits « participatifs » ne remettent pas en cause la vision stéréotypée que les techniciens se font trop souvent des ruraux (parlant « du » paysan en général, vision abstraite d'individus réduits à leur fonction de producteurs, et non d'acteurs sociaux), la démarche de l'éco-développement participatif part, au contraire, d'acteurs engagés dans des liens sociaux, et de citoyens ayant légitimité à déterminer leur devenir. Pour cela, une démarche d'éco-développement participatif s'appuie sur des espaces socioterritoriaux et politiques (petite région formée par les réseaux politiques, administratifs et économiques, mobilisés historiquement par une société locale), et débute par des enquêtes menées par l'équipe des cadres du projet, avec l'aide de consultants externes, sur l'histoire sociale, politique et sur le foncier, afin de comprendre la diversité des acteurs locaux, des formes d'organisation, des pouvoirs et des droits sur les ressources. Une démarche construite est mise en œuvre, croisant enquête historique auprès des pouvoirs locaux et enquête individuelle sur les droits fonciers. Tranchant avec les enquêtes rapides, ou les Marp centrées sur l'écosystème (transects, etc.), cette démarche fait découvrir aux cadres du projet – dont bon nombre travaillaient déjà dans la région – des réalités économiques et sociales. La restitution de ces enquêtes, à travers cartes, graphiques, tableaux, est une seconde étape majeure, qui vise à enclencher une dynamique de programmation participative. C'est bien un moment de communication et d'échanges. Mais, nous dit Moity-Maïzi, bien que les réunions soient ouvertes à tous, ce sont essentiellement les notables qui y participent. De plus, l'essentiel des débats tourne autour de la compréhension des schémas : voir les espaces et les lignages ainsi représentés par des couleurs sur les cartes est une nouveauté pour les ruraux, et cette connaissance de leur réalité leur devient presque étrangère, parce que « *reformulée, reconstruite et visualisée selon des procédures inattendues* ». Comment dès lors les ruraux pourraient-ils passer immédiatement à une phase de programmation, censée en être la suite logique ? Face au silence du groupe, les cadres du projet proposent leurs analyses sur les modes de gestion des ressources et les contraintes qu'ils ont identifiés. Plus palpables, ces analyses suscitent des réactions, où les participants se réfèrent aux choses qu'ils ont dites pendant les enquêtes, et font des propositions d'actions. Un processus de va-et-vient, entre individus, village et petite région, permet alors de préciser les actions retenues.

Il s'agit là d'une démarche ambitieuse et construite, qui veut donner une réalité à l'objectif de communication entre cadres et ruraux, et de maîtrise par les ruraux des actions les concernant. Elle reconnaît la nécessité pour les cadres d'acquérir une connaissance fine des enjeux sociaux et fonciers, pour pouvoir considérer ses interlocuteurs en tant qu'acteurs sociaux, et non seulement techniques, en tant que « paysans » gérant une exploitation, de façon finalement très désocialisée. Pour autant, cela ne supprime pas les difficultés de communication, dues à la

façon dont les informations sont traitées et restituées, ni le lien problématique entre connaissance et action : le diagnostic sociofoncier peut-il être la base d'une programmation, ou n'est-ce qu'une étape nécessaire pour permettre aux intervenants de connaître leurs interlocuteurs, et montrer à ces derniers qu'on les considère comme des acteurs ? Mais surtout, nous dit Maïzi, une telle approche pose un certain nombre de défis aux intervenants : comment réagir face à des conflits fonciers révélés par l'enquête, et d'autant moins évitables que le projet se propose de travailler sur la gestion des ressources naturelles ? Plus largement, comment les cadres du projet peuvent-ils gérer les contradictions d'intérêts qui ne peuvent manquer de surgir à partir du moment où on prend en compte la diversité des acteurs, au lieu de se contenter du pseudo-unanimité de façade qui fonde la majorité des démarches « participatives » ? Jusqu'où les cadres peuvent-ils s'engager dans des démarches qui remettent en cause leur pratique professionnelle antérieure, et les mettent dans une position peu sécurisante, à gérer au quotidien un processus complexe qui fait émerger des contradictions permanentes, tant entre acteurs locaux, qu'entre volonté de répondre aux attentes locales et procédures bureaucratiques des projets ?⁶ Question essentielle, sur laquelle on reviendra en conclusion de ce document.

Alors que les démarches participatives sont souvent présentées comme universelles, les deux textes suivants témoignent de l'importance du contexte institutionnel et politique : tout n'est pas possible n'importe où... et dans une durée courte. Ils montrent aussi l'inconséquence des bailleurs de fonds qui, promouvant la participation comme une recette, sans prendre au sérieux ses conditions politiques ou institutionnelles, financent des projets qui ne peuvent qu'aboutir à des échecs ou à des succès très partiels. Au Maroc, **Henning Baur et Chafik Kradi** analysent un projet de 18 mois de « renforcement des capacités de gestion des activités de recherche », mettant la participation des producteurs au centre de la réforme, mis en place par l'Institut national de la recherche agronomique, avec l'appui de l'Isnar⁷. Ils montrent comment les animateurs du programme ont cherché différentes voies pour « faire passer » des approches nouvelles face à la résistance des chercheurs. Dans une institution très marquée par une approche « classique » de la recherche agronomique et du transfert de technologies vers les paysans, des ateliers de formation à la Marp ont été organisés, qui se sont achevés par une restitution en milieu paysan. Les chercheurs ont intégré des idées nouvelles, ils ont apprécié les discussions avec les paysans, ainsi que les programmes d'activités retenus. Mais ils n'ont guère intégré ces résultats dans leur activité : la recherche-développement est restée considérée comme un moyen de diffusion des technologies et pas comme un moyen de recherche, pouvant orienter les recherches thématiques. Pour rentrer davantage dans la pratique de la participation et en démontrer l'intérêt, un travail de programmation participative a ensuite été mené sur un centre régional de recherche. L'objectif était d'associer les paysans, mais sous la pression des chercheurs, la « participation » a été limitée aux cadres des Directions provinciales de l'agriculture. Face à ces échecs, les animateurs ont alors cherché à institutionnaliser l'objectif de la recherche-développement, à travers l'élaboration d'un schéma directeur de l'institut : il s'agissait de légitimer la démarche en l'intégrant dans un cadre acceptable par les chercheurs. Là encore, ils n'ont guère eu de succès. Dix-huit mois étaient clairement insuffisants, nous disent Baur et Kradi, pour arriver à des changements d'attitude. Les idées ont malgré tout évolué et les jeunes chercheurs manifestent de l'intérêt. Mais l'adoption de démarches participatives n'est pas seulement une question d'outils pour la participation. C'est d'abord une question de réforme institutionnelle, d'évolution des conceptions de l'innovation et de l'image

⁶ Question développée dans un autre texte (Moity-Maïzi-, 1999).

⁷ Service international pour la recherche agricole nationale (Pays-Bas).

que les chercheurs se font de leur mandat. Elle demande un fort engagement de la direction et une stratégie institutionnelle de moyen ou long terme, gérant les contradictions et déséquilibres internes provoqués par le processus.

Avec son expérience en Albanie, **Anselm Duchrow** décrit un autre type de situation : lorsque les paysans ne veulent pas « participer », et refusent ou sabotent les réunions. Dans un contexte marqué par les traces du régime répressif d'Hoxha et de ses réunions conçues pour « éduquer les masses », et par un profond pessimisme face à « un État incompetent et corrompu, qui de toute façon ne porte aucun intérêt à la population », les habitants ne peuvent pas voir d'un bon œil l'arrivée de gens venus organiser des réunions : « pourquoi passer notre temps dans des discussions, alors que nous connaissons déjà nos problèmes ? ». De plus, les porte-parole locaux sont discrédités par leur compromission dans l'ancien système. Dans de tels contextes, la communication est totalement bloquée. C'est seulement en contournant les réunions collectives, en travaillant sur les transects en petits groupes, en présentant soi-même les résultats pour tenter de susciter quelques réactions, qu'un début de communication peut s'engager. Le cas est sans doute extrême, mais amène à s'interroger sur les contextes dans lesquels la communication est possible : bien d'autres pays en développement ont connu ou connaissent des régimes autoritaires. Souvenirs de périodes répressives, d'interventions de développement « musclées », ou simplement d'une somme de projets inutiles et de promesses vaines, les relations entre cadres et paysans sont souvent moins bonnes que l'apparente bonne volonté des ruraux à participer aux multiples réunions où on les convoque, pourrait le laisser croire. Il y a bien des cas où les réunions de village sont des mises en scène pour faire plaisir aux intervenants, et où ne s'investissent que ceux qui se spécialisent dans cette fonction de courtage (Mongbo, 1994). On dit même que dans certains villages, des vieux sont désignés pour aller à toutes les réunions, laissant les hommes travailler tranquillement pendant ce temps-là...

Que peut-on tirer de ces quelques éléments ? On ne peut qu'être d'accord avec la volonté de rendre les interventions externes plus proches des populations, moins « hétéronomes » par rapport à leurs situations concrètes et leurs aspirations. Loin de l'image – pas si ancienne – des techniciens devant apporter le savoir « moderne » et « rationnel » à des paysans arriérés, aux techniques archaïques et peu productives, il est aujourd'hui incontestable que les chercheurs et techniciens n'ont pas le monopole de la connaissance et du savoir, que leurs visions et analyses sont elles-mêmes liées à des contextes culturels (logiques scientifiques, cultures professionnelles, etc.), que la rationalité économique et l'efficacité technique ne se réduisent pas au raisonnement technicien, que la connaissance que les populations ont de leur situation est incontournable, si l'on prétend proposer une intervention pertinente. Du coup, la prétention des techniciens à définir « ce qui est bon » à la place des paysans et à vouloir les « sensibiliser » pour les en convaincre n'a plus de justification. Ceci change profondément les fondements de la relation entre techniciens et paysans, ce qui n'est pas sans susciter résistances, inquiétudes, déstabilisations. Pourtant, cela ne signifie pas que les savoirs techniques soient inopérants ou vains : les paysans sont les premiers à demander un accès aux engrais, aux variétés améliorées, etc. dès que les conditions économiques le justifient ; mais simplement que le choix de techniques « rationnelles », dans un contexte donné, relève des paysans et non pas d'un encadrement censé donner des directives à appliquer sans sourciller. Le rôle du technicien est de permettre aux ruraux d'accroître leurs marges de manœuvre : en donnant accès à une gamme plus vaste de ressources, notamment techniques, parmi lesquelles les paysans feront leurs choix ; en les aidant à construire un environnement économique et institutionnel moins défa-

vorable, par la maîtrise des filières ou l'accès au crédit ; en les appuyant aussi parfois dans leurs revendications politiques.

Or, justement, accepter cela remet en cause le métier d'encadrement, et donc une partie de ce qui fonde l'identité professionnelle des agents de développement et des chercheurs. Une telle conception de la société où les citoyens, mêmes ruraux, ont le droit de peser sur les décisions qui les concernent suscite une certaine réticence chez les agents de l'État. De plus, les logiques institutionnelles font que les structures publiques de recherche ou de vulgarisation ont du mal à changer leur mode de fonctionnement. Même chez les ONG, pourtant censées être au service des populations, la réalité de la « participation » est très variable (Hussein, 1995 ; Lane, 1995). Les ONG ont leurs propres projets et vision des changements à promouvoir, elles ont comme les autres du mal à accepter de les modifier, lorsque les populations leur font comprendre qu'elles veulent autre chose. Elles sont aussi constituées de techniciens et de professionnels, partageant une vision développementiste, selon laquelle il faut des apports extérieurs, même pour stimuler un « autodéveloppement endogène ». Elles sont enfin parfois prisonnières des projets qu'elles ont définis et de leurs engagements par rapport à leurs bailleurs.

Ces différents constats amènent à s'interroger sur les conditions politiques et institutionnelles d'un changement. On conçoit que les évolutions soient plus graduelles que massives, qu'on soit dans un « entre-deux » ambigu, entre un discours technocratique « descendant » en partie délégitimé et qui n'ose plus s'afficher comme tel, même s'il continue à gouverner la majorité des actions, et une utopie politique peu réaliste, avec des évolutions partielles.

En tout état de cause, on peut penser que c'est seulement en prenant acte de ces enjeux (au lieu de les oublier, ou de les nier, dans une vision utopiste reposant sur la bonne volonté des individus, et leur conversion personnelle à une démarche d'écoute et d'apprentissage), en étant à la fois volontariste dans les engagements et réaliste dans les ambitions pratiques, en cherchant à consolider des évolutions (institutionnelles), que l'ambition de la participation pourra prendre un peu plus corps. Ce qui, comme nous le rappellent Baur et Kradi, demande engagement, stratégie et durée. Sachant que, comme le rappelle Farrington, toutes les institutions n'ont pas vocation à promouvoir « l'empowerment » des populations : offrir un service pertinent et efficace n'est déjà pas si mal !

III. LES ENQUÊTES PARTICIPATIVES EN PRATIQUE : QUESTIONS SUR LA COMMUNICATION, L'ENQUÊTE, LA CONNAISSANCE

1. **Léonidas Hitimana et Karim Hussein**, La Marp en pratique : l'expérience d'une équipe multidisciplinaire au sud-est du Burkina Faso.
2. **Fabien Boulier**, Intégration d'outils de l'approche Marp dans une démarche globale d'analyse du milieu rural appliquée à l'étude de la diversité des stratégies paysannes dans la zone de Koba (Guinée).
3. **Fabio Bedini, Peter Middlebrook et Luca Russo**, PRA en Éthiopie : analyse critique à partir d'expériences de développement.
4. **Anne Floquet et Roch Mongbo**, Pratiques et métaphores des Marpistes : réflexion critique sur la production de connaissances et de mobilisation pour l'action durant les processus diagnostique/évaluation participatifs.
5. **Christian Castellanet**, Diagnostic et participation paysanne dans un programme de recherche-action négociée : le cas du PAET en Amazonie brésilienne.

6. Christoffel den Biggelaar, Sélection d'agriculteurs experts en agroforesterie par une procédure de classement et des entretiens communautaires : une expérience de l'utilisation des méthodes participatives dans un projet de recherche au Rwanda.

Le temps du diagnostic ou de l'enquête ne sont que des moments de participation. La pertinence d'un projet de développement, l'ambition de renforcer les capacités de groupes locaux, ne peuvent être réduits à ces moments-là. Or, l'une des contradictions des pratiques actuelles sur la participation est l'accent mis sur le seul diagnostic initial, laissant dans l'ombre la façon dont, tout au long des projets, se gèrent les relations entre populations et intervenants, et ne donnant que peu de réalité au discours sur « la participation des populations à toutes les étapes du processus ».

Un projet repose sur un certain nombre de paris à partir de choix initiaux. Réduire la part de risque à travers le dialogue avec les ruraux, lors de l'identification, pour assurer une meilleure connaissance du contexte et une meilleure prise en compte de leurs aspirations, est donc essentiel. Mais, comme les textes de cette partie nous le montrent, le recours au diagnostic participatif ne garantit en rien la pertinence des propositions finales. L'application naïve de démarches standardisées peut même induire des biais supplémentaires et la question du passage de la connaissance à l'action reste sous-estimée. Implicites ou explicites, négociés ou imposés, il y a nécessairement des choix sur les thèmes et les façons de les aborder. Et au cours de l'action les enjeux anciens émergent, de nouveaux apparaissent, les idées évoluent. Dès lors, qu'elle soit vue comme un moyen ou comme une fin, la « participation » doit se jouer tout au long de l'intervention (Mosse, 1995).

Alors pourquoi se centrer, sur les diagnostics, et ne traiter justement qu'un des aspects de la question ? Parce que les enquêtes participatives concentrent tous les problèmes de la participation : finalité de l'intervention et de l'enquête, relations paysans/techniciens, enjeux politiques et sociaux de l'intervention de développement, confrontations de savoirs et de langages, capacité à appréhender la diversité, dynamiques des situations d'enquête, réalité de la capacité des ruraux à s'exprimer et faire valoir leur point de vue. Autant de questions qui ne sont que rarement abordées, ou alors de façon trop générale, dans les documents méthodologiques, mais auxquelles les intervenants sont nécessairement confrontés.

Cette partie donne la parole à des chercheurs et des intervenants de développement qui ont une pratique de l'enquête participative. A partir d'un cas ou d'une longue pratique, ils décrivent le contexte et l'objet de leur travail, expliquent la démarche appliquée, analysent le processus et ses résultats. Avec leurs mots et leurs façons de poser les problèmes, ils donnent ainsi accès à une diversité de démarches, et en livrent une analyse distanciée, permettant de mieux évaluer les atouts et les difficultés pratiques qu'ils rencontrent.

Les réflexions d'**Hitimana et Hussein** font suite à une enquête collective sur les stratégies paysannes face à la libéralisation de l'économie agricole, un an après la dévaluation du FCFA. Menée au Burkina Faso dans le cadre de l'Icra, leur approche a combiné les outils de la Marp avec des enquêtes d'exploitation et entretiens auprès d'organisations paysannes. En écho à un certain nombre d'écrits anglo-saxons, ils s'interrogent sur les conditions d'un dialogue avec les villageois et sur les effets du dispositif d'entretien de groupe qui produit une standardisation des opinions, voire la monopolisation de la parole par quelques individus, aboutissant à une relative pauvreté des informations obtenues. Mais l'autocensure existe même en entretien individuel. Le discours des paysans suffit-il donc ? En cours de route, les chercheurs ont

éprouvé le besoin de recueillir des données sous d'autres formes (petits relevés de prix sur les marchés, par exemple) qui ont permis d'objectiver certaines informations. Il n'y a donc pas nécessairement opposition entre démarche qualitative et quantitative.

Hitimana et Hussein s'interrogent aussi sur le succès des outils visuels qui « *ne doivent servir normalement que de support à la communication verbale, et uniquement lorsque c'est nécessaire* [mais qui sont devenus] *dans l'esprit de nombreux utilisateurs un moyen de production de résultats physiques et de visualisation de ces produits*. Au point qu'on finit par se demander « *s'il y avait d'une part la Marp (diagrammes, cartes, et autres outils de visualisation), et d'autre part les autres outils de collecte de données, parmi lesquels les entretiens* ». Ils soulèvent aussi le problème crucial des interprètes⁸, et la difficulté de construire une problématique commune, étape préalable parfois longue, mais indispensable, pour travailler en interdisciplinarité. A promouvoir une interdisciplinarité sans préparation et un recueil commun d'informations, la Marp cumule les difficultés. Un certain nombre de questions doivent être posées au préalable, concluent les auteurs, faute de quoi l'usage de la Marp risque de pousser « *les chercheurs à tomber dans l'illusion militante et de n'aboutir qu'à peindre les savoirs locaux à leurs propres couleurs* ».

La réflexion de **Boulier** s'appuie sur une étude de la diversité des stratégies paysannes dans la zone de Koba, en Guinée. Afin de permettre à l'équipe « recherche système » de l'Institut de la recherche agronomique de Guinée (Irag) d'affiner sa connaissance de la zone, l'étude menée par l'Icra avait pour but d'étudier le fonctionnement des exploitations de la région et de comprendre les stratégies paysannes. Elle a été menée dans un dialogue approfondi, individuel et collectif, avec les paysans. Les villages retenus pour l'enquête ont été caractérisés avec les outils inspirés de la Marp (typologie des exploitations élaborée avec les villageois), puis des enquêtes d'exploitation approfondies ont été menées à travers des entretiens qualitatifs. Après analyse collective des données, vérification de leur cohérence, élaboration des hypothèses quant aux stratégies suivies par les paysans, les chercheurs ont restitué à l'exploitant le fonctionnement de l'exploitation, tel qu'ils l'ont perçu. Le dialogue avec l'exploitant vise à approfondir ses objectifs, les contraintes auxquelles il est confronté, les solutions déjà expérimentées, ou qu'il envisage, et aboutit à une compréhension en termes de dynamique et de stratégies. Malgré les supports visuels élaborés pour cette étape, c'est en fait le cadre d'analyse et les hypothèses sur les interactions entre les différentes composantes de l'exploitation, qui permettent de confronter un modèle d'interprétation des exploitations à la réalité du fonctionnement de ces dernières. Les résultats des enquêtes ont été restitués à l'ensemble de la communauté villageoise, sous forme de schémas et de figurines, mais la typologie a été acceptée sans grande discussion. Peut-être parce que cette typologie fonctionnelle ne correspondait pas à celle, plus descriptive, qu'avaient élaborée les paysans dans la première phase de l'enquête ? se demande Boulier. Ce cas souligne l'utilité d'enquêtes d'exploitation, trop souvent oubliée au profit des seuls entretiens collectifs. Il rappelle aussi que le choix des méthodes et des outils dépend des objectifs du travail, et qu'il ne peut y avoir d'interprétation sans un cadre d'analyse permettant d'organiser et de mettre en perspective les informations recueillies.

Den Biggelaar expose une démarche, fondée sur des outils inspirés des techniques de classement par niveau de richesse, pour repérer les agriculteurs les plus performants en agroforesterie, au Rwanda. Soulignant le fait que les chercheurs en agroforesterie accordent peu d'attention à la dynamique des systèmes de connaissances des paysans, qu'ils s'intéressent

⁸ Largement traité dans les sciences sociales, quoiqu'en disent les auteurs.

aux pratiques agroforestières, mais pas aux connaissances sur lesquelles s'appuient les agriculteurs pour les mettre en œuvre, l'auteur a initié une recherche sur les processus de génération et de transmission des connaissances, en prenant l'agroforesterie comme porte d'entrée. Pour identifier les paysans qui ont le plus de connaissances en matière d'arbres, afin de les associer à une recherche ultérieure, il a adapté le jeu de classement par niveau de richesse et a réalisé une série d'exercices. Les termes employés en *kinarwanda* ont été clarifiés lors d'entretiens préalables avec des chercheurs rwandais et un linguiste, témoignant d'une attention aux problèmes de traduction, rare dans la recherche agronomique. La superposition de plusieurs sens a été mise en évidence. La façon d'organiser les réunions a été étudiée, les discussions ont été enregistrées de façon à pouvoir être travaillées ensuite. Des tests statistiques ont été réalisés pour vérifier la fiabilité des résultats. On a donc une série impressionnante de précautions méthodologiques, rare dans les démarches participatives et qu'il faut souligner. Malgré tout, l'auteur dit lui-même que « *les commentaires recueillis auprès des informateurs reflètent mieux la réalité que l'ensemble des données obtenues par la collecte et le traitement des données du jeu de classement* », confirmant ainsi qu'une enquête qualitative préalable est souvent nécessaire à toute quantification, et que les cartes ou autres classements sont souvent plus intéressants par les discussions qu'ils suscitent que par leur résultat. Cet article nous permet de nous interroger, plus que ne le font les partisans des enquêtes « participatives », sur l'adéquation entre objet de recherche, modalités de participation des agriculteurs, et méthodologies d'enquêtes pluridisciplinaires.

Y a-t-il un biais « francophone » dans la façon dont les outils Marp sont utilisés en Afrique de l'Ouest ? Certains auteurs (Hussein, 1996) montrent combien les démarches d'animation sont différentes entre pays francophones et anglophones. Les limites de la Marp, fréquemment relevées en Afrique francophone, proviendraient alors d'une tradition francophone plus technocratique, les outils de planification participative étant beaucoup plus répandus en Inde, par exemple. A partir de l'Éthiopie, **Bedini, Middlebrook et Russo** apportent quelques éléments de réponse, en analysant l'expérience du CISV (ONG italienne) en matière de PRA au Tigray, où le Front populaire de libération du Tigray a mis en place des institutions locales chargées d'assurer une plus grande participation de la société au développement. Les Baitos, conseils locaux élus démocratiquement au niveau des entités administratives de base, définissent un plan de développement annuel, élaboré au cours de nombreuses discussions au niveau local. Paradoxalement, les études de diagnostic participatif tendent à aboutir à des recommandations standards inadaptées à la situation. Ainsi, une enquête réalisée par des professionnels expérimentés de la Marp a donné une image dramatique de la situation et recommandé un programme d'aide alimentaire, alors que l'équipe du CISV savait que la crise était temporaire et n'affectait que certains groupes les plus vulnérables : l'aide prônée aurait pu désorganiser l'économie locale. Mais lors des stages courts de formation des professionnels à la Marp, « *peu d'attention est consacrée aux attitudes et aux comportements. Les stagiaires ne sont pas encouragés à critiquer et analyser (...), les techniques d'enquête sont répétées passivement, bien que leur pertinence et leur efficacité laissent beaucoup à désirer et que les conclusions contredisent l'expérience des stagiaires, fondée sur leur enracinement dans les communautés locales* ». Là encore, la participation se limite au diagnostic initial, qui « *devient un événement et non pas un processus, et le seul résultat est une série de solutions potentielles d'experts inspirées par des besoins locaux* ». Lorsque réaliser une Marp devient un critère pour décrocher des financements, l'exercice n'a plus d'autre objectif pour les responsables de projets que de voir « *leurs propres recommandations validées par les « communautés* ». Dans certaines études, « *la sélection des « meilleures solutions » contient une série de recommandations standard qui auraient pu être faites en utilisant une des nombreuses techniques de recherche,*

ou même en s'asseyant à un bureau et en lisant simplement les informations sur la région. On le sait déjà, la plupart des communautés locales d'Afrique subsaharienne souffrent de pénuries en eau potable, en accès au crédit, en outils agricoles, etc. ».

Mais peut-il en être autrement si le fonctionnement des institutions de développement ne change pas et si « *les théoriciens de la participation se concentrent sur le développement de cadres conceptuels, mais s'éloignent de l'identification des obstacles concrets à une plus grande participation des sociétés rurales* » ? L'opposition « top-down »/« bottom-up » reste sommaire et finalement peu opératoire et « *le concept de participation communautaire est devenu synonyme du désir des institutions de répondre à la demande des populations, (...). Mais quand les fonds sont centralisés et contrôlés par un des « partenaires », l'adoption d'une approche multilatérale ne peut être décidée qu'unilatéralement* », et risque de rencontrer ses limites si les bénéficiaires demandent quelque chose que les professionnels jugent inadéquat. La question est donc « *qui a le pouvoir ? Comment, pourquoi et sous quelle autorité ? Faire passer la responsabilité du centre vers la périphérie implique le consentement de ceux à qui est confié le pouvoir* ». La question est d'autant plus cruciale que les Baito ont, d'après les auteurs, une capacité de planification participative. Imposer des outils formalisés ne risque-t-il pas de créer des barrières à la participation des groupes les plus marginaux, et de renforcer le pouvoir des élites qui sont les seules à pouvoir communiquer avec l'agence de développement ?⁹.

Ce n'est pas tant la démarche Marp en elle-même que ses conditions d'utilisation qui sont en cause, expliquent **Floquet et Mongbo**, à partir de la quinzaine d'exercices qu'ils ont animés. « *Pour qui a vécu une situation de Marp, la mobilisation qu'elle suscite, les discussions de groupe qu'elle provoque et la richesse des destins individuels qu'elle permet d'entrevoir, créent une sensation d'euphorie* ». Mais il faut prendre la Marp pour ce qu'elle est : « *un événement social dans la vie du village, et qui doit être questionné comme tel* ». La Marp ne devrait être qu'une étape dans une démarche d'actions concertées, négociées et révisées au fur et à mesure. La prétention participative qui se trouve au cœur de la démarche pour la production de connaissances exige en fait de solides connaissances et expériences en sciences sociales et dans les différents domaines techniques d'activités des villageois. Sinon on risque d'aboutir à un déroulé quasi ritualisé d'outils de collecte d'informations, avec de graves contresens sur la « connaissance » produite, comme le montrent les auteurs. Ainsi, par exemple, à propos d'une enquête sur les savoirs locaux de classification des sols, ils montrent que « *l'accès aux connaissances locales exige, pour être mutuellement valorisant et utile aux deux parties, que les Marpistes aient au préalable l'arsenal théorique et méthodologique* » adéquat. Or, les Marpistes éprouvent une « phobie de théorie » qui pose d'autant plus problème que la reconstruction des informations, phase cruciale de la Marp, se fonde nécessairement sur une connaissance des liens de causalité, et surtout sur des modèles explicatifs sous-jacents¹⁰.

Les Marpistes semblent avoir peu conscience des enjeux latents : bien plus que la mise à plat neutre et objective d'une situation, c'est une certaine vision que les uns ou les autres (ceux qui ont l'autorité) vont essayer d'imposer dans la production des schémas. « *Des « externes » dans leur naïveté se baseront sur ces « réalités » pour « identifier » les groupes locaux porteurs* »,

⁹ On peut se demander si cette exclusion des groupes marginaux n'existe pas aussi au sein des Baito, mais la question du renforcement du pouvoir des quelques personnes à même de maîtriser la communication avec les intervenants n'en est pas moins réelle. Sur ce thème des « courtiers locaux du développement », cf. Bierschenk, Chauveau et Olivier de Sardan, eds, 2000.

¹⁰ Question soulevée par Boulier, ci-dessus, et Lavigne Delville, en 3^{ème} partie.

élaboreront une stratégie d'appui aux forces locales ...[et]... feront le jeu de quelques personnes qui ont été, à la faveur du hasard de leur présence et de l'absence de certains autres, mieux aptes que les autres personnes présentes à analyser la situation pour en tirer profit ». Faute de connaissance préalable, des réalités économiques, sociopolitiques de la zone, on « *risque de produire des résultats particulièrement biaisés* », au lieu de restituer des événements sociaux dans leur complexité.

N'y a-t-il pas d'échappatoire ? Non, au sens où nul événement Marp ne sera jamais l'expression consensuelle d'une illusoire communauté. Oui, car là où les intervenants disposent des compétences nécessaires, et là où les tensions ne sont pas trop fortes, les discussions en groupes homogènes et les restitutions en plénières peuvent amener certains acteurs à reconnaître la légitimité des points de vue et analyses d'autres groupes, ouvrant ainsi des opportunités de négociations nouvelles. Mais il s'agit là d'un exercice délicat, dont il est difficile de prévoir et de maîtriser les effets secondaires.

La dimension de négociation explicite est très présente dans les diagnostics présentés par **Castellanet**. Lors de la recherche-action menée par une équipe de recherche-développement (le LAET) avec un syndicat paysan en Amazonie brésilienne, un programme commun a été élaboré dans un processus de longues négociations : choix des thèmes, des modes de recueil des données, des types de résultats. Différents types de diagnostics ont été menés, selon les étapes du travail. Malgré la réticence du syndicat, qui considérait connaître la situation, l'équipe a tenu à réaliser son propre diagnostic préliminaire, afin de se constituer une base de compréhension de la région. La restitution en groupe restreint, puis devant un large public a permis de valider l'analyse, puis de susciter de larges débats en mettant en évidence les contradictions de la politique syndicale, permettant ainsi de poser sur la place publique un débat auparavant occulté. D'autres diagnostics ont ensuite été réalisés, sur des priorités thématiques négociées entre le MPST et le LAET, et selon des modalités variables, en fonction du sujet, avec des contributions différenciées des producteurs, et toujours un débat au moment de la restitution des résultats. L'article montre que c'est dans l'ensemble de la démarche que se joue le caractère « participatif » d'une action, et non dans le seul diagnostic. Les véritables enjeux ne sont pas tant dans la production d'informations, que dans la définition des thèmes et dans la façon de les traiter, d'une part, et dans la restitution et la confrontation des analyses sur les résultats, d'autre part. L'apport de la recherche au changement tient au regard différent qu'elle apporte, à sa capacité de systématisation, au fait de contribuer à mettre sur la table des questions ou des problèmes qui, même connus, n'étaient pas explicités ou systématisés. Dès lors, il semble illusoire de parler de diagnostic commun chercheurs et paysans, la communication n'efface pas les différences ou divergences : « *il nous semble sain que les chercheurs revendiquent leur compétence professionnelle particulière, en assumant leur vision du monde propre, en acceptant comme normal que leur diagnostic ne corresponde jamais exactement à la vision du monde et au diagnostic des paysans et de leurs représentants. C'est justement à partir des divergences et des confrontations que l'on peut progresser par la suite* ». De même il n'y a pas non plus « un », mais « des » diagnostics paysans. Plutôt que de chercher un consensus, mieux vaut partir de la reconnaissance de la diversité des positions, des intérêts et des analyses pour organiser une confrontation productive, autour des restitutions.

IV. LA SITUATION D'ENQUETE COMME INTERFACE ENTRE ACTEURS : QUESTIONS THEORIQUES ET METHODOLOGIQUES

1. **David Mosse**, Autorité, genre et connaissances : réflexions théoriques sur la pratique du PRA.
2. **Marilou Mathieu**, Balade d'un anthropologue sur les traces de la Marp.
3. **Philippe Lavigne Delville**, L'illusion de tout découvrir à l'échelle du village : critique de l'empiricisme.
4. **Jean-Pierre Olivier de Sardan**, Rendre compte du point de vue des acteurs ? Les enquêtes qualitatives en sciences sociales

Les quatre textes de cette partie approfondissent certains des enjeux et des effets des démarches de diagnostic participatif soulevés dans la partie précédente.

A partir d'un projet de gestion participative des ressources naturelles en Inde, **David Mosse** s'interroge sur les interactions entre populations et intervenants au cours des PRA, et sur la connaissance produite : « *l'information n'a pas une existence indépendante et n'attend pas d'être « recueillie » ou « collectée ». Elle est construite, ou créée, dans des contextes sociaux particuliers, dans des buts précis* ». La communication ne s'établit pas spontanément avec les villageois. Les expériences passées d'intervention de développement, le contexte politico-administratif, les relations préalables de l'équipe dans le village, les intermédiaires avec lesquels des liens privilégiés sont établis, tout influe fortement sur la possibilité de mener des PRA. Pour l'auteur, la rhétorique participative peut elle-même être un obstacle dans la mesure où le flou sur les intentions des intervenants peut renforcer la méfiance ou l'inquiétude des enquêtés.

Par ailleurs, il remarque que la « participation » au sein des exercices de PRA est relative. Seule une partie de la population est effectivement présente. Faute de chercher à comprendre qui est là ou pas, pourquoi, et donc de repérer les facteurs d'ordre pratique (temps, distance) ou sociaux (factions et alliances), qui déterminent le fait d'assister ou non, la non participation de certains acteurs et les distorsions de l'information qu'elle provoque ne sont pas considérées. De plus, malgré les apparences, « *les PRA créent souvent des contextes sociaux extrêmement formels* ». Tout ce qui sera dit aura des conséquences, les PRA devenant « *des moments critiques où il y a beaucoup plus d'enjeux que d'habitude dans le contrôle des flux d'information* ». Les intérêts particuliers des groupes dominants sont montrés comme l'intérêt général, dans une présentation euphémisée et consensuelle, « *expression rhétorique d'intégrité de la communauté* » qui rencontre « *une complicité inavouée* » des intervenants. La domination d'une connaissance « officielle » sur la communauté va de pair avec l'exclusion des points de vue et des perceptions des membres non dominants, de ceux qui n'ont pas la possibilité de faire passer leurs intérêts et opinions privés au rang d'intérêts publics et généraux. C'est le cas en particulier des femmes, socialement cantonnées aux affaires privées et domestiques. Comme événements publics, les PRA mettent l'accent sur le général plutôt que sur le particulier, sur le normatif (« ce qui devrait être », plutôt que « ce qui est »), sur une vision unitaire des intérêts qui gomme les différences. Enfin, la connaissance explicitée dans les PRA relève d'interactions entre intervenants et populations, les premiers tendant à orienter et sélectionner, même inconsciemment, ce qui correspond à leurs schémas de pensée ou leurs priorités, tandis que, les connaissances pratiques des paysans, ne font pas toujours l'objet de savoirs

formalisés, que les villageois pourraient expliciter lors de réunions collectives. Dès lors, les PRA risquent de passer à côté d'informations essentielles pour l'action. D'autres modes d'appréhension de ces savoirs, par l'observation pratique et la discussion *in situ*, sont à développer.

Outre ces questions de connaissance et de communication, la façon de structurer et de traiter l'information peut aboutir à des biais. Appelée par un projet de gestion des ressources naturelles, pour réaliser des enquêtes anthropologiques sur les attentes des femmes, en complément de Marp réalisées dans les mêmes villages par l'équipe du projet, **Marilou Mathieu** a constaté un décalage marqué entre le contenu des rapports et les réalités qu'elle découvrait. Pourtant, la démarche avait été appliquée selon la règle, par des équipes formées spécialement à la méthode. La bonne foi des équipes ne pouvant être mise en cause, c'est sur la méthode elle-même et sur les modes d'interprétation des données que porte la réflexion de l'auteur. Qu'est-ce qui provoque une telle discordance entre les résultats de certaines Marp et les attentes et aspirations des populations qui ont participé à l'exercice, telles qu'elles peuvent émerger lors d'autres enquêtes ? Où sont passées les spécificités locales normalement valorisées par la démarche ? L'auteur s'interroge sur les processus qui font qu'un certain nombre de Marp, réalisées selon les normes et fondées sur des dialogues approfondis dans les villages, aboutissent, dans des contextes radicalement différents, à des propositions stéréotypées similaires à celles des projets habituellement identifiés sans recours à la Marp.

Différents biais sont identifiés, liés à la situation d'enquête et au « grand débarquement » que représente l'arrivée de l'équipe Marp ; au contexte du projet ; aux conceptions préalables des techniciens : un certain nombre d'informations cruciales, sur la structure du terroir, sur les activités menées, échappent ainsi. Biais produits par le traitement des données préconisé par la méthode elle-même, qui stérilise en partie l'information recueillie, en ne conservant pas systématiquement le matériau brut, en proposant des outils qui systématisent une vision neutre et homogène de « la communauté », ou introduisent des biais culturels importants, en favorisant le filtrage progressif des informations à travers le travail d'interprétation « à chaud » par l'équipe.

Les biais produits par le classement par niveau de richesse sont caractéristiques d'« *une confusion totale entre, d'une part, les « représentations sociales de la richesse », découlant des pratiques traditionnelles, celles découlant des pratiques modernes ou de l'image que les gens voulaient donner aux enquêteurs, et d'autre part, celles du pouvoir d'achat, du capital, et des ressources monétaires, telles que les conçoivent les développeurs* ». Faute d'avoir explicité sur quelles conceptions travailler, l'exercice de classification aboutit à des non-sens.

Tous les éléments de synthèse rapportés dans les documents servant à la prise de décision, ont été obtenus en procédant à la « réduction » de la masse d'information collectée en un « minimum dénominateur commun », entre les points de vue des informateurs, et plus particulièrement des informateurs autorisés. Ils n'ont de ce fait qu'un faible rapport avec la dynamique des différentes composantes de la population, avec la diversité des situations et des manières d'exploiter les ressources disponibles. Des questions de fond se posent sur la façon de gérer le processus d'enquête. A cela, les documents méthodologiques ne répondent guère qu'en renvoyant à des principes (triangulation, ignorance optimale, etc.), qui demandent cependant un savoir-faire certain en sciences sociales et qui impliquent qu'un « sénior » anime et pilote les Marp. Il y a ainsi une contradiction entre les conditions d'utilisation de la méthode, la volonté de ses promoteurs de la diffuser largement, et la façon dont les bailleurs la systématisent, sans respecter le minimum de précautions énoncées par les promoteurs.

Sous un angle différent, **Philippe Lavigne Delville** discute aussi certains fondements de la démarche, en particulier la tendance à l'**empirisme** dans les Marp. A l'opposé de toute l'expérience des sciences sociales, la réflexion sur la Marp se polarise sur les discussions de groupes et sur les outils visuels, au détriment de toute problématisation et questionnement préalables, laissant supposer implicitement que l'enquête ouverte, apprenante, suffit à faire émerger la connaissance¹¹. Analysant une passionnante étude réalisée selon la Marp, sur la gestion des ressources renouvelables en pays wolof, au Sénégal, l'auteur montre que ses résultats les plus intéressants et novateurs n'auraient pu être obtenus sans des apports théoriques de sciences sociales, et sans une connaissance des acquis récents de la recherche foncière. De simples assertions comme « *en regardant la place du village, l'observateur attentif commence à se rendre compte de la complexité des rapports sociaux qui caractérisent le village* », relèvent clairement d'un regard de sciences sociales, qui est loin d'être spontané : même en travaillant en milieu rural, un technicien ou un **agro-économiste**, n'y verront pas nécessairement autre chose qu'une répartition spatiale, au mieux une organisation en quartiers. La rédaction du rapport révèle, au détour de certaines phrases, le contraste au sein de l'équipe entre les chercheurs expérimentés qui approfondissent des schémas d'analyse déjà structurés et les agents de l'ONG qui, bien que travaillant déjà dans le village, découvrent que les paysans ont une capacité à analyser leur situation. « L'ignorance optimale » revendiquée légitimement dans une optique opérationnelle nécessite en fait une « connaissance préalable optimale », pour organiser le questionnement et mener les entretiens¹², qui – en ce qui concerne la dynamique du terroir et la gestion des ressources naturelles – relèvent des sciences sociales. Quoiqu'on en dise, la Marp est une **méthode « expert »**, mobilisant des références et savoir-faire acquis précédemment. La dimension « participative » ne suffit pas à compenser l'absence de cette « connaissance optimale », d'autant moins que, comme Mathieu, Floquet et Mongbo, Mosse, le soulignent dans **cet ouvrage**, la communication est loin d'être transparente et que l'entretien n'est productif que quand l'interlocuteur voit ses savoirs et connaissances véritablement sollicités.

Faute de cadres interprétatifs de moyenne portée¹³ sur les dynamiques agraires, sur les dynamiques sociales, qui émergent clairement des recherches en sciences sociales, mais ne sont, sauf exception, guère partagés par les agents de développement, les Marp risquent fort de n'aboutir qu'à des généralités, fortement marquées par les présupposés disciplinaires des participants, sans arriver à restituer la spécificité du village ou de la petite région étudiés. Le risque est encore plus grand lorsque ceux qui la pratiquent ne maîtrisent pas les savoir-faire nécessaires en enquête qualitative.

L'ambition de rendre compte des points de vue des acteurs locaux est inhérente aux sciences sociales, en particulier à la socioanthropologie. Pour faire face aux problèmes liés à la situation d'enquête et aux multiples biais qu'elle comporte, la socioanthropologie a développé une riche réflexion théorique et méthodologique. Il est évident que les objectifs et critères de validation de la recherche en sciences sociales et du diagnostic participatif opérationnel ne sont pas les mêmes. Le souci de fiabilité dans les informations et les interprétations devrait néanmoins être partagé, d'autant que nous l'avons vu, il est illusoire de croire que la dimension

¹¹ Mosse fait le même constat : « *dans une grande partie de la littérature consacrée au PRA, on trouve l'hypothèse générale que le savoir est indifférencié, et qu'avec de bons outils, la connaissance locale peut être à la fois compréhensible et accessible* ». La littérature récente laisse un peu plus de place à ces questions, mais sans les affronter de face (cf. Scoones and Thompson ed., 1994).

¹² Cf. aussi Floquet et Mongbo sur ce point.

¹³ Cf. la notion de « grounded theory », Glaser et Strauss, 1967.

« participative » permette d'échapper aux risques et biais liés à toute situation d'enquête, d'interaction entre un ou des acteurs « externes » et des acteurs locaux. De ce fait, les démarches participatives ont beaucoup à apprendre de la socioanthropologie (Wright and Nelson, 1995). **Jean-Pierre Olivier de Sardan** rassemble ici des éléments de récents articles épistémologiques, et propose une réflexion sur la rigueur du qualitatif : le savoir-faire de terrain permet de mener la recherche de façon stratégique et de contrôler au mieux les multiples biais liés aux situations d'enquête. Des principes méthodologiques et des « tours de main » peuvent être formalisés. Mais la particularité de l'anthropologie de terrain est que ces savoir-faire ne s'apprennent pas dans les livres : ils se construisent dans la pratique. Ce texte confirme combien les démarches participatives empruntent, en principe, aux enquêtes qualitatives socioanthropologiques (le souci d'empirisme, l'entretien et l'observation comme principaux modes de recueil d'information, les procédés de recension, la triangulation des informations, l'itération interprétative, la flexibilité dans la progression de la recherche, etc.). Mais il montre aussi combien elles s'en éloignent sur un certain nombre de points-clés qui déterminent la fiabilité des données : l'importance de l'observation participante et de l'imprégnation ; le travail dans la langue locale, avec une attention soutenue aux problèmes de traduction ; la distinction entre normes et pratiques ; la prise en compte des acteurs dans leurs différents réseaux sociaux et des différenciations sociales ; le souci de rentrer dans le quotidien pour réduire la formalité de la situation d'enquête ; le souci de formaliser l'information brute (observations, enregistrements et transcriptions d'entretiens, etc.) pour pouvoir objectiver le va-et-vient interprétatif ; le souci permanent de tester ses interprétations. Autant de points négligés dans les Marp, au profit d'entretiens collectifs, trop souvent fondés sur une idéalisation de la « communauté » (aboutissant souvent à confondre le point de vue des dominants, tel qu'il s'exprime lors de réunions collectives, avec le point de vue consensuel de la population) ; au profit d'une homogénéisation des points de vue, au mieux nuancés selon des catégorisations sociales – femmes, jeunes, vieux – dont rien ne dit qu'elles sont les plus pertinentes localement ; au profit de supports visuels qui relèvent en partie de modes de pensée technicienne ; et finalement d'analyses au sein desquelles il est impossible de distinguer ce qui relève de prises de paroles d'acteurs villageois socialement situés, et ce qui constitue une interprétation de l'équipe.

C'est sans doute dans une meilleure prise en compte des dynamiques sociales et des situations d'enquête, et dans l'exigence d'une véritable « rigueur du qualitatif » (Olivier de Sardan), que les démarches participatives peuvent gagner en efficacité et en rigueur.

CONCLUSIONS : DONNER CORPS AUX AMBITIONS

1. **Nour Sellamna**, Du RRA au PLA : la participation a-t-elle besoin d'un paradigme ?
2. **Philippe Lavigne Delville et Marilou Mathieu**, Donner corps aux ambitions : le diagnostic participatif comme processus social et comme enjeu de pouvoir.

Apporter une analyse critique sur la pratique des enquêtes participatives ne vise pas à jeter le bébé avec l'eau du bain, et ne relève pas d'une posture puriste de chercheur détaché de l'action et de ses contradictions. Dans une phase de diffusion rapide des démarches « participatives », où l'accent est davantage mis sur les outils que sur le mode d'emploi, une telle prise de distance relève, selon nous, d'une exigence opérationnelle et éthique. Tout en partageant totalement leurs ambitions (des actions de recherche ou de développement mieux adaptées aux situations et aux attentes des « bénéficiaires », un pouvoir plus important des populations sur les projets qui les concernent), il nous semble qu'un certain nombre de flous théoriques et méthodologiques handicapent et réduisent fortement l'impact des démarches participatives.

La participation a-t-elle besoin d'un paradigme ? **Sellamna** propose une analyse de l'évolution du mouvement Marp dans ses différentes phases (du Rapid Rural Appraisal au Participatory Learning and Action), et discute les fondements théoriques du PLA. Pour lui, la volonté de constituer un paradigme alternatif fondé sur le postmodernisme révèle une fuite en avant théorique face aux contradictions pratiques des approches successives. L'élargissement progressif des perspectives, l'ambition théorique de plus en plus vaste ne va-t-elle pas de pair avec une déconnexion croissante face aux contextes sociaux d'intervention, et finalement, une perte d'efficacité pratique ? Face aux dynamiques sociales locales, face aux contextes institutionnels de la recherche et du développement, l'occultation des rapports de pouvoir et l'accent mis sur la communication et la conversion individuelle des acteurs, ne marquent-ils pas un renoncement à l'ambition originelle de peser véritablement sur le cours des choses, et donc au projet politique qui sous-tendait le mouvement ?

De fait, poursuivent **Lavigne Delville et Mathieu**, une bonne partie du mouvement participatif repose sur des postulats communautaristes (idéalisant une « communauté » locale préservée, en opposition à l'État, et nécessairement consensuelle) et empiricistes (où l'observation suffit à appréhender la réalité). Au lieu de privilégier une analyse rigoureuse de sociétés locales différenciées, marquées par des divergences d'intérêts, les approches participatives proposent des catégories sociales standardisées (les jeunes, les femmes, les groupes vulnérables), trop générales pour être opératoires localement. Tout en affichant un objectif d'« empowerment », de renforcement des pouvoirs des groupes vulnérables, tant vis-à-vis de leur société que vis-à-vis du système d'aide, elles ont une conception ambiguë des rapports de pouvoir et des différenciations sociales. Dès lors, l'accent sur la communauté et le dialogue risquent de favoriser toutes les récupérations, celles des notables locaux comme celles du système d'aide, qui peut intégrer la « participation » sous sa dimension instrumentale, la limitant à des phases de concertation *ex ante*, ou d'évaluation, qui ne pèsent finalement que marginalement dans le déroulement de l'intervention. Plus qu'à travers des exercices de diagnostic participatif, parfois très formels, n'est-ce pas dans des évolutions institutionnelles, sur les processus de prise de décision, que se joue la réalité de déplacements de pouvoir en faveur des

populations ? Dès lors, mieux vaut postuler l'hétérogénéité sociale des acteurs, analyser les enjeux de pouvoirs concrets qui se jouent à travers l'intervention, pour être capable de décrypter ses enjeux latents, et de définir et mettre en œuvre une stratégie cohérente, où les enquêtes participatives sont un outil parmi d'autres, pour des évolutions sociales effectives.

Mieux analyser le contexte politique et institutionnel pour cerner les marges de manœuvre et les potentialités d'évolution ; préciser les objectifs que l'on donne à la « participation » dans un contexte donné ; préciser les formes et modalités d'interactions entre acteurs au cours du processus ; ancrer les évolutions de pouvoir ou de prérogatives dans les dispositifs institutionnels ; travailler la stratégie d'enquête en fonction de ses objectifs en termes de production de connaissances et d'interaction avec les populations ; être attentif aux conditions d'enquête et aux jeux d'acteurs suscités par l'intervention ; appréhender la diversité des points de vue sans postuler un hypothétique consensus préalable : autant de conditions qui paraissent nécessaires pour que la pratique des enquêtes participatives puisse contribuer à ses ambitions, et évite de sombrer dans la mise en œuvre routinière d'une batterie d'outils, sans maîtrise des conditions de validité, ni des modalités d'interprétation.

Bibliographie

- Albaladejo Ch. et Casabianca F. eds., 1997, *La recherche-action ; ambitions, pratiques, débats*, Études et recherches sur les systèmes agraires et le développement n° 30, Inra.
- Bierschenk Th., Olivier de Sardan J.P. et Chauveau J-P. eds., 2000, *Courtiers en développement ; les villages africains en quête de projets*, Paris : Apad/Karthala, 328 p.
- Chambers, R. Pacey, A. et Thrupp, L.A, 1989, *Farmer First : Farmer Innovation and Agricultural Research*, Intermediate Technology Publications London.
- Chambers, R. Pacey, A. et Thrupp, L.A, 1994, *Les Paysans d'abord, Les Innovations des agriculteurs et la recherche agronomique*, CTA/Karthala, Paris.
- Darré J-P., 1985, *La parole et la technique, l'univers de pensée des éleveurs du Ternois*, Paris, L'Harmattan.
- Darré J-P., 1986, « La production de connaissances dans les groupes d'agriculteurs », *Agriscopie*, 7 : 24-36.
- Darré, J-P. (dir.) 1994. *Pairs et experts dans l'agriculture. Dialogues et production de connaissances pour l'action*. Toulouse : Erès.
- Glaser B. et Strauss A., 1967, *The Discovery of Grounded Theory. Strategies for Qualitative Research*, Chicago, Aldine.
- Hussein K., 1995, « Participatory ideology and practical development : agency control in a fisheries project, Kariba lake », in Nelson N. et Wright S. eds., 1995, *Power and participatory development ; theory and practice*, p.170-180.
- Hussein K., 1996, « Francophone and anglophone approaches to local people's participation in development ; PRA, Marp and GRAAP : origins, motivations and social impact », in Kleitz and Lavigne Delville coord. *Les diagnostics participatifs, outils, méthodologies, interrogations*. Document non publié, Gret.
- Lane J., 1995, « Non governmental organizations and participatory development : the concept in theory versus the concept in practice », in Nelson N. et Wright S. eds., 1995, *Power and participatory development ; theory and practice*, p. 181-191.
- Maïzi-Moity P., 1999, *Participation et exclusion dans un projet de développement en Guinée, Working Papers on African Societies n° 37*, Das Arabische Buch, 16 p.
- Mondain-Monval J-F., 1993, *Diagnostic rapide pour le développement agricole*, coll. Le point sur, Gret.
- Mongbo R., 1994, « La dynamique des organisations paysannes et la négociation quotidienne du « développement rural » à la base. Une étude de cas au Bénin », in Jacob et Lavigne Delville dir. *Les associations paysannes en Afrique, organisation et dynamiques*, Paris, Apad/Karthala, p. 135-154.

Mosse D., 1995, « *People'knowledge* » in *project planning : the limits and social conditions of participation in planning agricultural development*, Agricultural research and extension network, paper n° 58, ODI, London, 35p.

Nelson N. and Wright S., « Introduction : participation and power », in Nelson N. et Wright S. eds., 1995, *Power and participatory development ; theory and practice*, p. 1-18.

Nelson N. et Wright S. eds., 1995, *Power and participatory development ; theory and practice*, London, Intermediate Technology Publications, 225 p.

Olivier de Sardan J-P., 1995, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Apad/Karthala.

Pottier J., 1991, *Representation and accountability : understanding social change through rapid appraisal*, Dpt of Social Anthropology, SOAS, Univ. of London, draft, 27 p.

Scoones I. and Thompson J. eds, 1994, *Beyond Farmer First ; rural people's knowledge, agricultural research and extension practice*, London, Intermediate Technology Publications.

Scoones I. et Thompson J. eds, 1999, *La reconnaissance du savoir rural, Savoir des populations, recherche agricole et vulgarisation*, CTA-Karthala, 1999, Paris.

Wright S. and Nelson N., 1995, « Participatory research and participant observation : two incompatible approaches », in Nelson N. et Wright S. eds., 1995, *Power and participatory development ; theory and practice*, London, Intermediate Technology Publications, p. 43-59.

Le monde change, les façons de travailler en coopération aussi. Au Sud comme au Nord, effervescence associative, libéralisation économique et décentralisations administratives renouvellent le paysage institutionnel. Les revendications légitimes des citoyens à plus de prises sur leurs conditions de vie amènent à inventer des articulations originales entre démocratie participative et démocratie électorale. Pour rompre les logiques d'exclusion, pour assurer un accès équitable aux services et aux opportunités économiques, de nouvelles articulations entre État, marché et société civile sont à créer, et à consolider institutionnellement et juridiquement.

La légitimité d'actions de solidarité internationale est d'y contribuer, aux côtés des acteurs locaux engagés dans de telles démarches. Mais le système d'aide favorise trop souvent les modes, les impositions de problématiques, les solutions toutes faites. Coopérer aujourd'hui implique de travailler en phase avec les dynamiques sociales, politiques et institutionnelles locales, avec une exigence accrue en termes de qualité et d'efficacité à long terme.

Publiée par la Direction scientifique du Gret, cette série souhaite contribuer au renouvellement de la réflexion stratégique et méthodologique sur l'intervention de développement et les pratiques de coopération, à partir d'une réflexion critique sur les pratiques. Principalement issue des travaux et actions menées au Gret, elle accueille volontiers des textes externes.

► Derniers titres parus

n° 13. « Quelle régulation pour le service de l'eau ? Municipalités, commissions d'usagers et entreprises, dans trois villes d'Ille-et-Vilaine » (Isabelle de Boismenu [pôle DSU-SPM], Gret/Direction scientifique, février 2000, 41 pages).

n° 14. « Concurrence, demande d'appui et désir d'indépendance : le partenariat Gret / Tenmiya (Mauritanie) » (Cécile Broutin [pôle FCA], Gret/Direction scientifique, avril 2000, 33 pages).

n° 15. « Intermédiation sociale et construction institutionnelle : démarche du programme d'approvisionnement en eau des quartiers populaires de Port-au-Prince en Haïti » (Alexandre Braïlowsky, propos recueillis par Anne-Sophie Boïsgallais [pôle SPM-DSU], Gret/Direction scientifique, août 2000, 36 pages).

n° 16. « Partenariat et contractualisation entre organisations de solidarité du Nord et du Sud : conditions et enseignements à partir de la pratique du Gret. Séminaire de Rambouillet, 8 et 9 septembre 1999 » (Cécile Broutin [pôle FCA], Christian Castellanet [pôle EDR], Gret/Direction scientifique, août 2000, 34 pages).